
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/2 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.2.56886

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Im Vorwort des vorliegenden Bandes geht Jean Bart auf die aktuelle französische Forschungslage ein und lenkt zugleich entgegen einem breiten Strom der gegenwärtigen Arbeiten das Interesse auf eine Quellengruppe, die eher die Bewußtseinslage im Pariser Machtzentrum zwischen 1789 und 1800 als die Situation in den Provinzen dokumentiert.

Das von Georges Bourgin bereits 1906 herausgegebene und 1989 wieder aufgelegte Werk enthält neben den wichtigsten Gesetzen zur Agrarpolitik der Französischen Revolution auch eine Vielzahl von administrativen Ausführungsbestimmungen und ad hoc Regelungen zur Bewältigung auftretender Krisenerscheinungen. So finden sich in der Quellensammlung nicht nur Aussagen zum Wandel der Sozialverhältnisse im Gefolge der Aufhebung der Feudalgesetze sondern auch unzählige konkrete Handlungsanweisungen. Der Umgang mit kranken Herden, die Beseitigung von Tierkadavern, der Anbau von Kartoffeln und die Lagerung von Getreide werden dabei genau so erfaßt wie Fragen der Preiskontrolle und der Lohnregulierung oder die Trockenlegung der Sümpfe. Stellenweise lesen sich diese Dekrete wie die Auflistung eines kameralistischen Handbuchs.

Zugleich spiegelt sich in vielen Dokumenten dieser Sammlung der Wille der Pariser Zentrale wider, das Land angesichts der Bedrohung von außen zu disziplinieren. So wurden Vorschriften zur Hebung der Arbeitsmoral erlassen und das Meldesystem zwischen den einzelnen Städten, Dörfern und Höfen verschärft.

Nicht alle von Bourgin angeführten Dokumente werden in ihrem vollständigen Text oder in Auszügen wiedergegeben. Da es ihm um eine möglichst komplette Aufzählung der relevanten offiziellen Verlautbarungen der Pariser Legislative und Exekutive zu den Fragen der ländlichen Gesellschaft im revolutionären Wandel ging, konnte er angesichts des Platzmangels nur einen Teil von ihnen abdrucken. Die anderen werden thematisch klar bezeichnet, so daß der interessierte Forscher sehen kann, ob die Quelle für seine Arbeit relevant sein könnte. Das Auffinden wird ihm dann leicht gemacht, da Bourgin die jeweilige archivalische Fundstelle angegeben hat.

In dieser ausführlichen archivalischen Erfassung eines wichtigen Entscheidungsbereiches der französischen Revolutionspolitik liegt der große Verdienst des Werkes von Bourgin. Seine kürzliche Wiederauflage mag als Hinweis darauf gesehen werden, daß von ihm immer noch Impulse zur weiteren Erforschung der Revolutionsjahre ausgehen können.

Andreas CSER, Heidelberg

Hans-Christian HARTEN, *Elementarschule und Pädagogik in der Französischen Revolution*, München (Oldenbourg) 1990, VI–462 S., 30 Abb. (Ancien Régime, Aufklärung und Revolution, hg. v. Rolf REICHARDT und Eberhard SCHMITT, 19).

Le mot d'éducation est dans la bouche de tout le monde aujourd'hui: il est devenu comme le cri général de toute l'Europe; on ne l'entend, on ne le répète qu'avec une sorte de transport – cette exclamation de l'abbé Durosoy fixa, dès 1783, la tonalité des événements qui allaient suivre quelques années plus tard. Et en effet, parmi les images qui ont guidé notre perception de la Révolution française, celle de la révolution éducative est une des plus puissantes. Longtemps, cependant, »éducation« fut assimilée à »système scolaire«. S'il est certain que le système scolaire était souvent au cœur des débats des assemblées révolutionnaires, il a fallu attendre les années 1970 pour que les historiens commencent à percevoir l'effort éducatif de la Révolution française comme une entreprise culturelle plutôt qu'institutionnelle: les travaux de Mona Ozouf sur les fêtes révolutionnaires, de Daniel Roche sur la sociabilité d'Ancien Régime, de Dominique Julia sur les projets éducatifs, de Roger Chartier sur le livre et la lecture – pour ne nommer que ces quatre-là – nous ont habitués à voir d'un œil nouveau la culture révolutionnaire et sa genèse. Depuis lors, l'effort d'acculturation des citoyens de la République aux

valeurs, vertus et espérances nouvelles s'est retrouvé au centre de l'attention. De plus en plus, l'école révolutionnaire paraît avoir été conçue comme l'instance privilégiée de cette acculturation.

Jusqu'alors, il n'existait cependant aucune étude qui aborde systématiquement l'œuvre scolaire de la Révolution sous cet angle. Hans-Christian Harten est le premier à s'être risqué sur ce terrain semé d'embûches. Car il ne suffit pas d'analyser les discours, encore faut-il saisir l'articulation entre le discours et la réalité sociale et culturelle, tout en réalisant que Paris n'est pas toute la France et qu'aucune révolution, aussi sublime qu'en soit la formule, ne peut se passer d'exécutants, en l'occurrence les maîtres d'école, ces mal-aimés de l'histoire. L'ouvrage de Hans-Christian Harten fournit sans conteste une belle synthèse de tous ces aspects. Plus qu'une synthèse, il apporte à certains égards du foncièrement neuf. Il est vrai que dans le domaine de la politique scolaire des révolutionnaires d'autres lui ont précédé, en particulier Dominique Julia et Frauke Stübig (*Erziehung zur Gleichheit*, Ravensburg 1974). S'il y a un reproche à faire à l'auteur, ce serait qu'en dehors de l'introduction, il se soucie assez peu de la littérature existante et que son ouvrage, essentiellement analytique et descriptif, ne participe pas très explicitement au débat sur les interprétations possibles des politiques révolutionnaires. L'auteur a certainement lu davantage que ses notes infrapaginales, d'une sobriété extrême, veulent nous le faire croire. Il n'en demeure pas moins que les sources utilisées sont pour l'essentiel des matériaux «bruts», puisés immédiatement dans les archives et bibliothèques, et analysés tels quels, sans effort excessif de mise en contexte ou de confrontation avec les myriades de monographies qui existent sur la période révolutionnaire. J'imagine volontiers qu'il y a là un parti-pris conscient de la part de l'auteur, qui ne veut pas s'embarrasser de toute la logorrhée historiographique précédante, qu'elle soit célébratoire ou au contraire accusatrice. Lorsqu'il s'agit de la Révolution française, la méthode de la «table rase» permet sans doute une certaine fraîcheur dans l'analyse, surtout si la lecture des sources est de type herméneutique, comme souvent dans cet ouvrage. Parfois, elle risque cependant de nous priver inutilement de l'identification nécessaire d'individus ou de réseaux, d'une mise en contexte qui n'est pas toujours sans importance pour la synthèse.

Dans son introduction, Hans-Christian Harten brosse d'abord le tableau de l'éducation en France à la veille de la Révolution, en insistant sur les facteurs de changement qui se manifestent peu ou prou: l'idée d'une éducation vraiment nationale, la demande d'une formation adaptée aux carrières professionnelles, les premiers efforts de rationalisation de la carte scolaire, le début d'une pratique méritocratique (l'agrégation, 1766). Le chapitre premier, consacré à la politique éducative de la Révolution, passe successivement en revue les différents plans scolaires, de la Constituante au Directoire. Deux tendances se dégagent: les réformateurs qui visent surtout une amélioration de l'instruction, donc du niveau intellectuel; les révolutionnaires pur sang qui mettent l'accent sur le rôle socialisant de l'école, donc sur l'éducation civique et morale (Le Peletier, Lakanal). Le plan Bouquier, adopté fin 1793, est un compromis libéral et pragmatique, qui évacue la contrainte. En fait, ce compromis vient juste trop tôt, car dès 1794 l'éducation morale et civique se retrouve sur le premier plan, en tant qu'instrument privilégié de la formation du citoyen de la République nouvelle: les fêtes à objectif moral et le culte républicain sont conçus comme autant d'éléments d'une véritable culture révolutionnaire, mais pour s'imposer celle-ci ne dispose déjà plus de l'école de masse, uniforme et obligatoire. Un an plus tard, la loi Daunou propose une coexistence pragmatique entre la culture républicaine et la culture scolaire catholique. Non sans raison, Harten attribue le déclin quasi inéluctable de l'école élémentaire en France, tout au long de la période révolutionnaire, à l'espoir excessif que les révolutionnaires ont mis dans le dirigisme culturel de l'État à l'égard des masses. Ce n'est que parmi les classes moyennes et les élites que l'État a pu avoir une action éducative vraiment efficace, comme le montre le bilan beaucoup plus positif de la réforme de l'enseignement secondaire et technique. Cet échec de l'école élémentaire (qui est documenté statistiquement dans les conclusions du livre) est compensé par l'attention accrue que le

Directoire portera à l'éducation civique et morale dans la vie quotidienne. Elle s'exprimera en particulier dans une véritable idéologie des fêtes, rituels et cérémonies.

Ce premier chapitre renferme déjà l'embryon de tous les développements ultérieurs du livre. Le deuxième chapitre fournit l'arrière-plan des théories sur l'enfance et l'éducation, qui motivent la politique éducative: pédagogies étroitement fonctionnalistes, voulant modeler l'enfant selon les besoins de l'État, ou pédagogies soucieuses d'épouser les étapes du développement de l'enfant, en privilégiant le jeu, la chanson, les moyens visuels (chez Lahire, par exemple). Le troisième chapitre examine les manuels scolaires proposés par les instituteurs et d'autres auteurs. Il brosse un curieux tableau de toutes sortes de projets de réforme de l'orthographe, de l'alphabet et même de la grammaire (Ducourtieux) qui parfois, dans leurs efforts effrénés de rationalisation, rappellent l'actualité. L'analyse de contenu de ces manuels révèle que le matérialisme et les appels à une franche fraternité demeurent minoritaires, tandis que la religion du cœur et les sentiments bourgeois continuent de déterminer l'esprit de la plupart des auteurs. Dans le quatrième chapitre, l'organisation et la pratique de l'école républicaine sont analysées, avec les chiffres du recrutement local à l'appui, et sans oublier les éléments symboliques du décor républicain, comme le drapeau tricolore. Le cinquième chapitre revient dans le détail sur les aspects cérémoniels de la pédagogie républicaine. En fait, la « religion » républicaine se substitue simplement à la religion catholique, et l'instituteur joue le rôle de prêtre de cette nouvelle religion. A travers processions, chœurs et fêtes (la Fête de la Jeunesse, du 10 germinal, en particulier), la morale républicaine et le patriotisme sont mis en scène, exaltés, montrés en exemple. L'éducation physique, nullement absente, ne joue cependant qu'un rôle secondaire: la Révolution est supérieure aux Grecs, disait Jussieu, parce que les mœurs y sont plus importantes que le corps. Pour conclure, Harten souligne que la Révolution a voulu marquer, à travers ces cérémonies, la place particulière de la jeunesse dans la nouvelle société républicaine: coupée des solidarités anciennes incarnées par les adultes, elle devenait ainsi apte à accomplir la régénération sociale et à refaire le monde. Dans les chapitres VI et VII enfin, deux supports de la pédagogie républicaine sont examinés. L'action des sociétés populaires en matière d'éducation civique et morale paraît avoir été localement importante, ne serait-ce que parce que ces sociétés organisaient des séances d'instruction politique, encadraient les maîtres d'école et veillaient à l'exécution des lois scolaires. Le chapitre VII sur le corps des enseignants est un des plus neufs du livre: la physionomie sociale de ce corps hétéroclite est analysée, son enracinement (ou non) dans le corps clérical ancien, son évolution aussi en direction d'une recléricalisation. Ce chapitre est illustré par sept belles biographies d'instituteurs (Le Normand, Vaureix, Lahire, Dejean, Sérane, Beurieu et Fréville) qui permettent un aperçu de leur cheminement, leurs idéaux, leurs compromissions, bref l'épaisseur du vécu révolutionnaire, sans oublier les incertitudes de la vie d'alors.

Certains ont affirmé que le travail éducatif de la Révolution continuait simplement, quoique de façon plus rationalisée et sécularisée, l'effort déjà ancien d'acculturation que l'Église avait entrepris dans les milieux populaires. Dans sa conclusion, Harten estime que cette thèse d'une continuité fondamentale ne tient pas suffisamment compte de l'opposition toute aussi fondamentale que la période révolutionnaire a mise à jour entre la culture catholique et la culture révolutionnaire. L'expérience scolaire de la Révolution s'inscrit précisément dans la rupture entre ces deux cultures, que des groupes divers espéraient exploiter pour opérer les transformations sociales nécessaires à leurs yeux. Plus qu'un projet, l'école devenait ainsi un enjeu, convoitée davantage pour ce qu'elle devait accomplir que pour ce qu'elle pouvait réaliser. N'est-ce pas là la raison profonde de l'échec paradoxal de l'école élémentaire de la Révolution?

Dans ce livre, Harten s'en est tenu scrupuleusement à l'éducation élémentaire de la jeunesse. C'est parfois dommage, puisque l'éducation civique et morale visait autant les adultes. Il se prive ainsi de perspectives éclairantes sur tel ou tel thème de la société d'adultes qui devait néanmoins avoir de fortes incidences sur le monde scolaire, par exemple la politique d'unification linguistique de l'abbé Grégoire. Par ailleurs, on souhaiterait savoir quand ce livre a été

rédigé, puisque les travaux des six dernières années ne semblent pas avoir été utilisés. Tout cela n'enlève cependant rien au constat que Hans-Christian Harten a écrit un livre fort et clair, captivant d'un bout à l'autre, et qui nous permet parfois des aperçus inattendus.

Une remarque pour conclure. L'auteur a eu l'idée, bonne en soi, de joindre à son texte le calendrier républicain pour une année non déterminée, mais le lecteur non avisé ne devrait pas l'utiliser. En effet, à la fin de l'année précédant une année bissextile, il faut ajouter au 22 (après 1800: au 23) septembre un sixième jour complémentaire, ce qui décale toutes les autres dates jusqu'au 29 février; qui plus est, 1800, année non-bissextile, est malgré tout précédée d'une sixième journée complémentaire, ce qui décale de nouveau toutes les dates qui suivent. Pour éviter tout malentendu, mieux vaut recourir directement à la très commode »Concordance des calendriers grégorien et républicain« publiée à Paris (Librairie historique R. Clavreuil) par A. Soboul.

Willem FRIJHOFF, Rotterdam

Louis PÉROUAS, Paul D'HOLLANDER, *La Révolution française. Une rupture dans le christianisme? Le cas du Limousin (1775–1822)*. Préface de Michel VOVELLE, Treignac (Editions les Monédières) 1988, 429 S.

Selten hat in der Geschichte Europas ein Ereignis die Strukturen der Katholischen Kirche so sehr erschüttert wie die Französische Revolution. Viele der über Jahrhunderte gewachsenen Strukturen der Kirche brachen zunächst in Frankreich, dann auch europaweit zusammen. Mit den Folgen der Französischen Revolution für die Kirche in der Region Limousin befaßt sich die vorliegende Studie von Louis Pérouas und Paul d'Hollander. Es kann nicht Aufgabe dieser Besprechung sein, die zahlreichen Ergebnisse dieser – und dies sei vorweg gesagt – vorzüglichen Untersuchung herauszustellen; vielmehr können nur einige wenige Grundlinien im folgenden nachvollzogen werden. Das Untersuchungsgebiet umfaßt – genauer gesagt – die drei Departements Haute-Vienne, Corrèze und Creuse; der Zeitraum erstreckt sich über die Jahre 1775 bis 1823. Für die damaligen kirchlichen Verhältnisse bilden die Vorstellungen der Aufklärung, die auch im kirchlichen Leben ihre Auswirkungen hatten – insbesondere der Gallikanismus, der im damaligen Frankreich zum Allgemeingut geworden war –, die für die Kirche äußerst gefährlichen Ereignisse der Revolutionszeit und die restaurative Politik Napoleons den Rahmen.

Nach einem Geleitwort von Michel Vovelle betrachten die Verfasser im ersten Kapitel (»Le Limousin à la veille de la Révolution [1775–1789]«) die religiöse Situation vor der Revolution. Um die kirchlichen Institutionen kennenzulernen, sind die Verzeichnisse der Kirchenzehntabgaben wichtige Quellen, die durch das Verzeichnis »Pouillé historique du diocèse de Limoges«, welches von dem Priester Joseph Nadaud um 1775 vollendet wurde, ergänzt werden. Beschrieben wird der Aufbau der Diözesen Limoges und Tulle (1317 entstanden durch Abtrennung eines bescheidenen Teils der Diözese Limoges) mit ihren Einrichtungen. Limoges hatte im Vergleich zu anderen Diözesen (Straßburg 400 000 livres) mit Einnahmen von 26 000 livres ein bescheidenes finanzielles Einkommen. Die Diözese Tulle befand sich mit 8 000 bis 10 000 livres Einnahmen noch in einer bedeutend schlechteren Situation. 1785 hatte die Diözese Limoges 861 Pfarreien und 40 Annexen. Nadaud spricht für diese Zeit von 869 Pfarreien und 45 Annexen für die drei künftigen Departements. »On doit souligner la grande diversité entre toutes ces paroisses. Certaines étaient très étendues, principalement sur le plateau de Millevaches, d'autres fort étroites, surtout dans le Bas-Pays de Brive« (S. 26). Die Verfasser richteten ihr Augenmerk auch auf den Ordens- und Weltklerus des Untersuchungsgebiets. Insbesondere den Pfarrklerus unterziehen sie einer eingehenden Betrachtung: die Altersstruktur, die geographische Herkunft der neuen Priester, die Rekrutierung aus dem